

Peu lire, beaucoup voir, beaucoup faire, pour une histoire des soins infirmiers au 19e siècle [ed. by François Walter]

Autor(en): **Ostorero, Chantal**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **1 (1994)**

Heft 3

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

d'infériorité vis-à-vis des établissements similaires de la Suisse en général».

Les pressions fédérales ne sont pas seules à pousser le canton dans la voie des réformes scolaires. Au tournant du siècle, le Valais connaît en effet une véritable «révolution économique», au terme de laquelle les pouvoirs publics s'inquiètent et dénoncent l'accaparement des emplois de secrétaires, contremaîtres, appareilleurs et autres places à responsabilité dans les industries par des étrangers au canton. Une réaction s'impose: «Si nous ne voulons pas laisser tous ces postes comme ce fut le cas jusqu'à présent entre les mains d'étrangers, facilitons à nos jeunes gens l'accès à des emplois par une orientation nouvelle de notre enseignement secondaire.»

La loi de 1910 traduit cette volonté: avec la création d'une école industrielle, un enseignement scientifique complet est mis sur pied. En revanche, le législateur échoue dans sa volonté de centraliser dans la capitale les établissements d'instruction supérieure. Les arguments ne lui manquaient pourtant pas: économies, amélioration des moyens d'enseignement et augmentation du traitement de maîtres moins nombreux. Mais les intérêts locaux sont trop forts: alors même que la majorité parlementaire et le Conseil d'Etat préféreraient une centralisation, ils doivent s'incliner face aux particularismes pour éviter de saborder toute la loi.

Le nouveau collège industriel ne remplira pas son rôle. Le manque de crédit, le manque de confiance aussi du DIP ne lui donnent aucune chance de vaincre des préjugés tenaces; le nouvel établissement scolaire ne peut rivaliser avec la filière classique, il ne peut promouvoir et légitimer les professions industrielles au sein de l'élite valaisanne. La guerre, les difficultés économiques de 1920-1925, la vision de Maurice Troillet aussi, qui privilégie l'agriculture: autant d'éléments qui ajoutent à l'échec du collège industriel. Pendant 50

ans, la classe dominante ne cessera de se lamenter sur le pénurie de cadres techniques et industriels valaisans, elle ne cessera de déplorer le monopole de la direction économique du Valais par des étrangers au canton; mais elle continuera de n'envisager pour ses enfants qu'une formation classique. Ce n'est qu'avec la loi sur l'instruction publique de 1962 que les choses bougent enfin dans le monde des collèges valaisans...

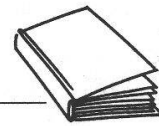
Roduit dégage clairement les enjeux politiques et sociaux de ces disputes scolaires. Avec beaucoup de finesse, il ne s'arrête pas aux seules lois et aux discussions politiques qui entourent leur naissance; il s'intéresse à leur application aussi, montrant une fois de plus que les résistances mentales peuvent être plus fortes que la volonté politique de modernisation.

Alain Clavien (Lausanne)

FRANÇOIS WALTER (ED.)
PEU LIRE, BEAUCOUP VOIR, BEAUCOUP FAIRE. POUR UNE HISTOIRE DES SOINS INFIRMIERS AU 19E SIÈCLE

ÉDITIONS ZOÉ, CAROUGE-GENÈVE 1992, 215 P., FS 31.

«Ni bonnes, ni nonnes, ni connes», ce slogan des manifestations de l'automne 1991 a brutalement mis en évidence les graves problèmes d'identité que connaissent à l'heure actuelle les professions soignantes. C'est donc dans un contexte de revendications sociales particulièrement prégnantes que s'est inscrit le colloque tenu à Sion les 22 et 23 novembre 1991 sur le thème *Soins et soignant-e-s entre médecine et société* dont cet ouvrage constitue les actes. Répondant à une demande d'auto-compréhension par l'histoire, des historiens, des anthropologues, des sociologues et des



spécialistes des sciences de l'éducation et de la formation s'y interrogent sur le vaste processus de professionnalisation qui, dès le 19^e siècle, caractérise les pratiques de soins, ainsi que sur la définition même des rôles de soignant-e-s. Pour Marie-Françoise Collière dont la contribution dénonce le lent assujettissement du personnel infirmier produit par l'institutionnalisation des soins et l'expansionnisme médical, ce «désir d'histoire», de connaissance du passé est en effet indispensable afin que «retrouvant leurs racines, tant infirmières qu'infirmiers s'approprient leur histoire, en conduisant les rênes au présent pour maîtriser leur devenir» (p. 28).

Trois thèmes sont principalement abordés au fil de la douzaine d'articles que comprend cet ouvrage: l'émergence d'une différenciation entre médecine savante et médecine empirique, le phénomène de la proto-médicalisation de l'hôpital et son incidence sur le personnel soignant, et enfin la formation des soignant-e-s et ses enjeux dans le cadre du processus de médicalisation de la société.

Partant du constat que la pensée médicale «éclairée» du début du 19^e siècle utilise le concept de «charlatan» comme figure de l'Autre, du «mauvais médecin», afin de s'en distancier, Frédéric Sardet propose de renverser la problématique en mettant en évidence, dans les pratiques des «bons médecins», les motivations idéologiques du discours sur le charlatan. Prenant l'exemple de la pratique «oculistique» du chirurgien Forlenze, il dénonce la «charlatanerie» de ce «bon médecin» qui, ne disposant guère de moyens scientifiques supérieurs à ceux des oculistes taxés d'empiristes charlatans, s'appuie sur le prestige de sa formation, le support de l'institution médicale et les ressources de l'État afin de légitimer son savoir et d'asseoir son pouvoir. De charlatanerie, il en est également question dans l'article de Rose-Claire Schüle qui

aborde la question des «mèges», sages-femmes et «savants» en Valais aux 19^e et 20^e siècles. Après avoir souligné le retard évident de la médicalisation qui caractérise le Valais de cette époque (25 médecins «patentés» en 1880), elle dresse un vaste panorama des différents soignants et de leurs attributions respectives pour en conclure que les soins quotidiennement dispensés par ces empiriques villageois palliaient aisément l'absence de médecine dite «savante».

Poursuivant la réflexion de François Walter qui propose le concept de proto-médicalisation pour caractériser la phase première de la «naissance de la clinique» – phase qui voit les hôpitaux se réorganiser spatialement sous l'influence des conceptions hygiénistes –, Joëlle Droux s'interroge sur les incidences de ce processus sur le personnel soignant. S'appuyant sur l'exemple de l'hôpital de Genève qui révèle un hiatus important entre la «sur-médicalisation» des bâtiments et la «sous-médicalisation» du personnel, elle met en évidence le fait que «le mouvement de proto-médicalisation s'est non seulement constitué pour une large part à côté des soignants, mais s'est aussi institué largement hors de leur sphère d'intervention» (p. 120), contribuant à la relégation du personnel infirmier dans une position irrémédiablement subalterne.

La question de la formation des infirmières retient l'attention de plusieurs intervenant-e-s. Alors qu'Élisabeth Jaquemet analyse finement l'image à la fois idéalisée et ambiguë de la garde-malade telle qu'elle se dégage du cours donné à l'École normale des gardes-malade de la Source par le Dr. Krafft, Véronique Leroux-Hugon se penche sur les valeurs sous-tendant la mise sur pied par le Dr. Bourneville d'une formation d'infirmière pour l'Assistance Publique à Paris aux débuts de la Troisième République. Enfin, Enrico Valsangiacomo dénonce la logique

des pouvoirs économiques, politiques et militaires imprégnant la formation dispensée aux infirmières par la Croix-Rouge.

Signalons encore la communication, en allemand, de Barbara Dätwyler, Jürg Baillod et Marianne Schär qui analyse l'image de soi des infirmières à la lumière de sa construction historique.

Bien que les diverses contributions de ce recueil soient de qualité inégale (toutes n'ont pas été ici présentées), ces actes du colloque de Sion témoignent de la richesse et de la diversité d'un champ encore peu connu des historiens.

Chantal Ostorero (Lausanne)

**THOMAS WIDMER
DIE SCHWEIZ IN DER WACHS-
TUMSKRISE DER 1880ER JAHRE**

CHRONOS VERLAG ZÜRICH 1992, 925 S., FR. 136.-

Ich habe mich noch nie mit einer Buchbesprechung so schwer getan wie mit der Besprechung der Dissertation «Die Schweiz in der Wachstumskrise der 1880er Jahre» von Thomas Widmer. Warum?

1. Wer den Titel hört, denkt sofort an die Problemkreise «Grosse Depression», «Organisierter Kapitalismus», erste «moderne Arbeitslosigkeit» und freut sich darauf, endlich auch über die schweizerische gesellschaftlich-wirtschaftliche Entwicklung dieser Zeit ins Bild gesetzt zu werden. Wer sich durch die 925 Seiten durchfrisst, gibt das Buch mit Hungergefühlen aus der Hand, weil er ausser einer eisern verschraubten Theoriekonstruktion und einem Wust meist zweitklassiger Quellenstellen nichts wirklich Nahrhaftes auf den Teller bekommen hat. 2. Wer selbst je eine Dissertation, Lizentiatsarbeit oder ähnliches geschrieben hat, weiss, wie viel Entbehrung, wie viel Energie hinter solchen Arbeiten stecken und dass es bald einmal einen

point of no return gibt und die «Versuchs-anordnung» auch bei historischen Arbeiten nicht mehr geändert werden kann. So habe ich denn meine Hemmungen, sechs Jahre nachdem die Dissertation angenommen wurde und zwei Jahre nachdem sie publiziert wurde, meine Kritik anzubringen.

Welches war die «Versuchs-anordnung» von Thomas Widmer? Er ging von zwei eng verknüpften Hypothesen aus: 1. Perioden eines schnellen Wirtschaftswachstums beruhen auf einer Konstellation stabiler Strukturen (Gesamtheit von Verhaltensfunktionen und die zugehörigen Rahmenbedingungen, die ein berechenbares Handeln ermöglichen). Solche Wachstumsschübe haben im Laufe der Zeit destabilisierende Effekte und münden in eine Phase erhöhter Unsicherheit und Offenheit. 2. Der ökonomische Konjunkturzyklus ist in einen politischen und soziokulturellen Kontext eingebettet. Als Untersuchungsperiode wird die konjunkturelle Depressionsperiode 1878 bis 1885 gewählt, wobei nicht die wirtschaftliche Entwicklung im Zentrum steht, sondern «Prozesse struktureller Destabilisierung und Restabilisierung, die sich in Kultur, Politik und Gesellschaft manifestieren». Mit Struktur ist die selektive und anpassungsfähige Wahrnehmungskapazität des Menschen gemeint, so wie sich das Luhmann in seiner Theorie sozialer Systeme zurecht gelegt hat. Ohne auf Luhmann, Habermas, Simon usw. einzugehen, übernimmt der Autor die von Hansjörg Siegenthaler entwickelte Theorie wirtschaftlicher Entwicklung und sozialen Wandels. Thomas Widmer macht sich also zur Aufgabe, zu zeigen, wie die Rezession von 1878 bis 1885 kognitiv-mental verarbeitet wurde, welche Weltbilder aktiviert wurden, welches Krisenbewusstsein ausgebildet wurde. Er untersucht dabei Themenkomplexe wie die Schule – sehr ausgiebig –, die Innen- und Aussenpolitik, die Wirtschaft, die Verbandsbildung, den Abbau des Kultur-